



Comptes annuels
de
l'Université de Strasbourg
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

Sommaire

I. Bilan	3
II. Compte de Résultat	4
III. Règles et méthodes comptables	5
IV. Autres informations	13
V. Notes relatives aux postes de bilan	14
1. Tableau de variation des capitaux propres	14
2. Actif immobilisé	15
3. Amortissements et dépréciations sur actif immobilisé et actif circulant	19
4. Tableau des provisions et dépréciations	21
5. Créances et dettes	23
6. Portefeuille de TIAP	27
7. Trésorerie	28
8. Tableau des flux de trésorerie	29
VI. Faits marquants	30
VII. Effectifs personnels de l'université de Strasbourg	30
VIII. Informations sur les litiges et contentieux	31
IX. Engagement hors bilan	31

I. BILAN

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023
	BRUT	AMORTISSEMENTS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	7 061 504,58	6 618 686,05	442 818,53	522 390,47
			-	-
Immobilisations corporelles	1 263 493 408,11	545 987 885,52	717 505 522,59	725 949 525,16
Terrains	193 439 458,22	10 583 087,35	182 856 370,87	183 920 209,10
Constructions	827 927 491,74	368 781 492,12	459 145 999,62	450 977 712,17
Installations techniques, matériels, et outillage	99 788 363,95	78 679 545,70	21 108 818,25	20 485 081,28
Collections	293 654,08	-	293 654,08	293 654,08
Biens historiques	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	108 781 371,84	87 890 053,48	20 891 318,36	22 036 795,84
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	30 445 280,40	-	30 445 280,40	43 889 548,75
Avances et acomptes sur commandes	2 764 081,01	-	2 764 081,01	4 364 023,94
Immobilisations corporelles (biens vivants)	53 706,87	53 706,87	-	17 500,00
Immobilisations financières	1 131 897 284,50	6 630 000,00	1 125 267 284,50	1 125 276 591,49
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 402 452 197,19	559 236 571,57	1 843 215 625,62	1 851 748 507,12
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	1 226 129,38	333 749,20	892 380,18	650 079,93
Créances	245 266 459,89	782 488,73	244 483 971,16	215 247 855,32
Créances sur des entités publiques	197 599 788,55	-	197 599 788,55	178 002 804,55
Créances clients et comptes rattachés	46 171 277,61	782 488,73	45 388 788,88	34 303 070,97
Créances sur les redevables	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers	-	-	-	-
Créances sur les autres débiteurs	1 495 393,73	-	1 495 393,73	2 941 979,80
Charges constatées d'avance	842 758,17	-	842 758,17	746 025,79
TOTAL ACTIF CIRCULANT	247 335 347,44	1 116 237,93	246 219 109,51	216 643 961,04
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	160 245 588,90	-	160 245 588,90	172 993 057,87
Autres	-	-	-	-
TOTAL TRESORERIE	160 245 588,90	-	160 245 588,90	172 993 057,87
Comptes de régularisation actif				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	2 810 033 133,53	560 352 809,50	2 249 680 324,03	2 241 385 526,03

PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
FONDS PROPRES		
Financements reçus	641 182 577,33	653 364 510,05
Financements reçus de l'actif par l'Etat	513 091 311,62	524 545 913,51
Financements reçus de l'actif par des tiers	128 091 265,71	128 818 596,54
Fonds propres des fondations	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves	110 692 748,02	114 800 402,54
Report à nouveau	415 606,86	2 047 831,54
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	4 552 434,64	2 059 822,98
Provisions réglementées	-	-
TOTAL FONDS PROPRES	747 738 497,57	764 057 258,07
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	14 375 229,67	16 467 991,15
TOTAL PROVISIONS	14 375 229,67	16 467 991,15
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	80 802 968,95	84 669 524,51
Dettes financières et autres emprunts	1 127 281 271,69	1 127 278 771,69
TOTAL DETTES FINANCIERES	1 208 084 240,64	1 211 948 296,20
DETTES NON FINANCIERES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 271 150,62	27 739 989,10
Dettes fiscales et sociales	13 717 950,36	13 843 146,20
Avances et acomptes reçus	190 479 252,70	152 568 639,17
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers	-	-
Autres dettes non financières	33 105 761,47	36 498 066,15
Produits constatés d'avance	17 855 349,10	18 200 979,07
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	279 429 464,25	248 850 819,69
AUTRES ELEMENTS DE TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	52 891,90	61 160,92
TOTAL TRESORERIE	52 891,90	61 160,92
Comptes de régularisation passif		
Ecart de conversion Passif	-	-
TOTAL GENERAL	2 249 680 324,03	2 241 385 526,03

II. COMPTE DE RESULTAT

CHARGES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	289,81	3 764,38
Consommation de marchandises et approvisionnements	73 725 301,87	87 351 757,42
Charges de personnel	420 712 876,12	409 473 659,48
Salaires, traitements et rémunérations diverses	259 562 800,71	251 980 968,28
Charges sociales	158 750 582,77	155 426 229,65
Intéressement et participation	-	-
Autres charges de personnel	2 399 492,64	2 066 461,55
Autres charges de fonctionnement	51 762 410,94	53 403 049,53
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	50 327 014,35	50 928 201,33
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	596 527 893,09	601 160 432,14
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	-	-
Transferts aux entreprises	-	-
Transferts aux collectivités territoriales	-	-
Transferts aux autres entités	-	-
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	-	-
Dotations aux provisions et dépréciations	-	-
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	596 527 893,09	601 160 432,14
CHARGES FINANCIERES		
Charges d'intérêts	1 260 272,69	1 127 888,46
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Pertes de change	17 613,71	8 121,82
Autres charges financières	23 180,19	39 297,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	-	-
TOTAL CHARGES FINANCIERES	1 301 066,59	1 175 307,28
Impôt sur les sociétés	-	-
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	-	-
TOTAL CHARGES	597 828 959,68	602 335 739,42

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subvention pour charges de service public	378 703 161,00	383 436 814,23
Subvention de fonctionnement en provenance d l'Etat	74 909 284,35	79 762 762,83
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention	-	-
Dons et legs	143 595,59	95 581,63
Produits de la fiscalité affectée	3 739 635,18	3 590 163,76
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)		
Ventes de biens ou prestations de services	74 746 182,93	78 093 368,51
Produits de cessions d'éléments d'actif	127 500,00	200 000,00
Autres produits de gestion	19 643 845,46	16 095 073,43
Production stockée et immobilisée	285 120,84	25 850,61
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	-	-
Autres produits		
Reprise sur amortissements, dépréciations, et provisions	3 281 955,68	1 520 230,20
Reprise sur financement rattaché à un actif	37 688 869,85	37 500 251,66
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	593 269 150,88	600 268 395,64
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des participations et des prêts	-	846,10
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	-	-
Intérêts sur créances non immobilisées	-	-
Produits des valeurs mobilières de placement et de trésorerie	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Gains de change	7 374,16	6 674,70
Autres produits financiers	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	-	-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	7 374,16	7 520,80
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	4 552 434,64	2 059 822,98
TOTAL PRODUITS	597 828 959,68	602 335 739,42

III. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Université de Strasbourg, Établissement Public à caractère Scientifique Culturel et Professionnel (EPSCP), sont établis selon les principes du recueil des normes comptables des établissements publics (RNCEP) actualisé en juillet 2023.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- application des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels ;
- évaluation des éléments inscrits en comptabilité selon la méthode des coûts historiques.

1. Immobilisations incorporelles

Cette rubrique se compose principalement des brevets, licences et logiciels qui sont inscrits en comptabilité à leur coût d'acquisition.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations appartenant à l'université sont évaluées à leur coût d'acquisition déterminé par l'addition des éléments suivants :

- prix d'achat ;
- frais accessoires ;
- charges directement liées à l'acquisition et à la mise en état d'utilisation du bien ;
- charges indirectes, dans la mesure où elles peuvent être rattachées à cette acquisition.

3. Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours correspondent à des travaux et à des installations scientifiques, qui feront l'objet d'une affectation définitive dans les comptes d'immobilisation lors de leur mise en service.

4. Amortissements*a) Méthode d'amortissement*

A compter de l'exercice 2011 et selon la décision du conseil d'administration du 15 décembre 2011, l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, au « prorata temporis » à compter de la mise en service de l'immobilisation.

Le rattrapage des amortissements pour les biens acquis avant le 1^{er} janvier 2009 se fait de façon prospective c'est-à-dire au prorata des années restant à amortir.

b) Plan d'amortissement

Selon l'instruction n° 06-007-M9 du 23 janvier 2006, reprise par l'instruction comptable commune, le plan d'amortissement est la traduction de la répartition de la valeur amortissable d'un actif selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation probable (art. 322-1-3).

L'amortissement est déterminé par le plan d'amortissement propre à chaque actif amortissable tel qu'il est arrêté par la directive de l'EPSCP (art. 322-4/3). La durée et le mode d'amortissement se réfèrent donc aux caractéristiques propres à l'établissement. Le mode d'amortissement doit traduire au mieux le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif par l'EPSCP (art. 322-4/5). A partir du 1^{er} janvier 2009, il est appliqué pour toutes les acquisitions d'actifs immobilisés de même nature ayant des conditions d'utilisation identiques et des durées homogènes. Les durées d'amortissement mises en œuvre sont conformes à la délibération votée au conseil d'administration le 15 décembre 2016. Les durées d'amortissements spécifiques aux composants avaient été votées le 15 décembre 2011. Un amortissement « dérogatoire » de 3 ans pour le matériel et matériel informatique des contrats recherche a été voté le 24 septembre 2019.

Compte d'imputation	Désignation de la Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
20120000	Frais d'établissement	5 ans
20300000	Frais de recherche et de développement	5 ans
20531000	Logiciels, autres concession et droits acquis ou sous-traités	3 ans
20532000	Logiciels créés	3 ans
20580000	Autres concession, brevets et droits acquis ou sous-traités	3 ans
20600000	Droit au bail	5 ans
20800000	Autres immobilisations incorporelles	5 ans
2115xxxx	Terrains bâtis.....	0 ans
2122xxxx	Agencements des terrains bâtis.....	25 ans
2135xxxx	Agencements et aménagement des constructions	20 ans
214xxxxx	Construction sur sol d'autrui.....	20 ans
2151xxxx	Installations techniques complexes.....	10 ans
2153xxxx	Installations à caractère spécifique.....	3 ans
21546000/21547000	Matériels scientifiques	10 ans
21548000	Matériels scientifiques autres	3 ans
2155xxxx	Outillage	10 ans
2156xxxx	Matériel d'enseignement.....	8 ans
2157xxxx	Agencements & aménagements du matériel & outillage affecté ou remis en dotation	0 ans
216xxxxx	Collections	10 ans
2181xxxx	Installations générales, agencements, aménagements divers	10 ans
2182xxxx	Matériels de transport.....	5 ans
21831000	Matériels de bureau	3 ans
21832600/21832700	Matériels informatiques	5 ans
21832800	Matériels informatiques autres	3 ans
21840000	Mobilier	10 ans
21860000	Emballages récupérables	5 ans
2188xxxx	Matériels divers.....	10 ans
25xxxxxx	Biens vivants animaux de service	10 ans

c) Régime des amortissements des biens immobiliers de l'université de Strasbourg

- Composants neufs acquis :

La réglementation prévoit que la comptabilisation des biens immobiliers se fasse par composant. Ce terme désigne un ensemble cohérent de travaux dont la durée d'amortissement est identique. Un travail en liaison avec les services techniques des universités a permis de déterminer le découpage des bâtiments et les durées d'amortissements :

Composants	Part des Composants (%)	Durée de vie
Gros œuvre	25	50
Voiries, réseaux divers	3	25
Toiture et étanchéité	5	15
Peau extérieure (crépis, bardage, isolation...)	10	20
Menuiseries extérieures	15	25
Lots techniques : électricité, sanitaire, chauffage, climatisation...	25	20
Second œuvre et premiers équipements	17	15

- Composants des biens immobiliers mis à disposition par l'Etat :

Jusqu'en 2012, la dotation annuelle aux amortissements pour les biens évalués par France Domaine (actuelle Direction Immobilière de l'Etat) a été effectuée pour chaque composant sur la base des durées pour des biens neufs et conformément aux durées théoriques.

Il n'a pas été tenu compte de l'état d'usure des composants et l'amortissement annuel n'a pas été appliqué sur des durées d'amortissement correspondantes à la durée de vie résiduelle des biens immobiliers.

L'université a procédé en 2013 à la détermination des durées résiduelles d'utilisation.

Pour fixer la valeur résiduelle des composants de chaque bâtiment évalué, l'Université de Strasbourg a choisi de s'appuyer sur les diagnostics des estimations de France Domaine. Chaque composant de chaque bâtiment a été corrélé à un taux d'usure en fonction de l'appréciation portée par France Domaine.

Cette méthodologie a été vérifiée par la Direction du Patrimoine Immobilier de l'Unistra qui, en fonction soit d'une étude complémentaire (Plan Campus) soit des travaux futurs déjà programmés, a confirmé ou modifié la durée du composant.

Ce travail a permis de dégager une durée moyenne par composant, et d'amortir les composants conformément à la durée de vie prévisible du composant et non plus sur une durée théorique.

Composants	Durées théoriques	Durées résiduelles moyennes
Gros œuvre	50	36
Voiries	25	18
Toitures, terrasses	15	11
Peau extérieure	20	14
Menuiserie	25	19
Installations techniques	20	15
Second œuvre	15	11

L'université procède depuis 2014 à la mise en service de projets par composants. Cette intégration se fait au coût réel, en fonction des lots de marchés

- Sortie des composants

Lors des rénovations partielles ou totales, les composants anciens sont sortis. Pour les sorties de composants lors des rénovations partielles d'immobilisations, la méthode consiste à définir une unité d'œuvre pour chacun des composants d'un même bâtiment.

5. Présentation des financements externes des actifs et neutralisation des amortissements

L'instruction du 18 décembre 2012 (BOFIP-GCP-13-0004) a mis en place de nouvelles modalités de présentation et d'évaluation des financements externes de l'actif des EPN qui ont été reprises par l'instruction comptable commune.

La réglementation du financement externe prévoit les éléments suivants :

- Fin de la distinction entre biens dont la charge de renouvellement incombe à l'établissement et ceux dont la charge n'incombe pas à l'établissement.
- Quelle que soit la nature du financement, celui-ci évolue symétriquement à l'actif qu'il finance, c'est-à-dire au même rythme que les amortissements.
- Les écritures de neutralisation des amortissements consistent en un mécanisme de reprise au résultat des financements externes de l'actif au compte 7813.
- Les comptes de capitaux propres retraçant les financements de l'actif distinguent :
 - les financements de l'Etat (comptes 10) ;
 - les autres financeurs (comptes 13).

L'amortissement que l'université applique aux immeubles reçus en affectation correspond depuis 2013 à une durée de vie résiduelle du composant. (Voir ci-dessus note III 4 de la présente annexe).

Le fait générateur de comptabilisation suit les principes comptables exposés à la note III 9 de la présente annexe.

6. Créances

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale, à l'exception des créances sur l'Etat et des collectivités, une dépréciation est comptabilisée lors de la constatation du risque sur la créance matérialisée comptablement par le passage au compte 416 des titres relevant du contentieux.

Ces dépréciations sont effectuées par titre individuel.

Les reprises sont effectuées après avoir constaté le règlement et donc le solde de la créance (paiement direct, admission en non-valeur ou remise gracieuse).

7. Placements de trésorerie

Les disponibilités de l'établissement sont placées sur le seul compte à vue de la DRFIP. Un compte a été ouvert auprès du Crédit Mutuel Enseignant retraçant les mouvements des droits d'inscriptions en présentiel payés par carte bancaire et bénéficiant d'un échelonnement de trois mois. Le solde du compte est versé sur le compte DFT de la DRFIP sauf un montant de pied de compte. Depuis la rentrée universitaire 2019-2020 le paiement échelonné n'est plus autorisé. Le compte est maintenu pour les cartes d'achats.

Par ailleurs, un compte DFT a été ouvert auprès de la DRFIP de l'Ile de France sur lequel figure la dotation non-consomptible allouée au titre de l'opération Campus (cf. IV.2) et un deuxième pour les opérations IDEX.

8. Droits d'inscriptions universitaires

Les droits d'inscription nationaux sont considérés comme des redevances et sont titrés pour le montant total sur l'exercice d'inscription.

Il est de même pour la CVEC (méthode préconisée par les tutelles).

Les droits de diplômes propres à chaque établissement ou droits spécifiques imputés au compte 706213, ne correspondant pas exclusivement à un droit d'entrée, continuent d'être exercisés, quels que soient leurs montants.

9. Subventions reçues et opérations pluriannuelles

L'instruction applicable au 1^{er} janvier 2014 concernant les modalités de comptabilisation des subventions reçues au sein des établissements publics nationaux et des groupements d'intérêt public nationaux (BOFIP-GCP 13-0022 du 5 décembre 2013) a été mise en place à l'Unistra au 31 décembre 2014.

Le principe de celle-ci est qu'une subvention est acquise et comptabilisée dès lors que l'ensemble des conditions nécessaires à la constatation du droit de l'organisme public bénéficiaire est satisfait.

Le droit est comptabilisé lorsqu'il est acquis et que son montant peut être évalué de manière fiable.

Elle s'applique aux subventions reçues de l'Etat ou d'autres tiers (subventions d'investissement, financements externes de l'actif, subventions de fonctionnement annuelles ou pluriannuelles) dans deux cas :

- subvention accordée sans conditions,
- subvention subordonnée à la réalisation de conditions.

L'Unistra a également mis en place les modalités de l'instruction BOFIP-GCP 13-0023 du 6 décembre 2013 applicable au 1^{er} janvier 2014, également reprise par l'instruction comptable commune.

Les dispositions de cette instruction s'appliquent d'une part aux opérations pluriannuelles sans contrepartie et d'autre part à celles avec contrepartie directe [assimilables à des contrats à long terme ou non assimilables à des contrats à long terme].

L'université a procédé à :

- la comptabilisation d'avances sur subventions en avances et encours sur commandes (compte 4419) ;
- un recensement des droits acquis au titre de l'exercice et n'ayant pu faire l'objet d'un titre au compte 441. Ce recensement est effectué de manière à rattacher des produits à recevoir (compte 4487) aux dépenses de fonctionnement et d'investissement correspondantes à la clôture de l'exercice.

10. Stocks

Valorisation du stock de livres : la méthode de comptabilisation retenue est la méthode du coût de revient. Ce coût de revient est déterminé en intégrant :

- le coût d'achat réel (frais d'impression, mise en page, traduction, cession de droit) ;
- si la mise en page est réalisée en interne, un forfait de 6 € / page est appliqué (4 € pour la mise en page, 2 € pour l'intégration des corrections) ;
- déduction faite de l'aide à la publication.

Deux types de provisions pour dépréciations peuvent être enregistrés sur ces stocks :

- une provision pour vente à perte dès lors que les prix unitaires de vente nets des commissions distributeurs (PV) seront inférieurs au coût de revient (VB), il convient de passer la provision suivante :

Nombre d'articles en stocks * (VB unitaire- PV unitaire)

- une provision pour mévente : conformément au guide comptable professionnel de l'édition reprenant une lettre de la secrétaire d'état Florence Parly du 19 décembre 2000 qui modifie le régime particulier d'évaluation des stocks dans l'industrie du livre, nous avons retenu la méthode suivante :

« Lorsqu'au cours d'un exercice, les ventes d'un ouvrage n'auront pas dépassé un certain niveau par rapport au stock existant à l'ouverture du même exercice, la provision sera déterminée en fonction d'un pourcentage d'exemplaires restant invendus à la clôture de cet exercice, selon les modalités définies dans le tableau ci-dessous ».

Niveau des ventes de l'exercice, en pourcentage du stock initial	Niveau de provision, en pourcentage de la quantité de l'ouvrage restant invendue à la clôture de l'exercice
Inférieur à 5 %	100 %
Compris entre 5 % et 10 %	80 %
Compris entre 10 % et 20 %	70 %
Compris entre 20 % et 30 %	50 %

Valorisation du stock de primates :

Le stock est valorisé au prix d'achat pour les stocks achetés ou selon une méthode de valorisation basée sur l'âge des primates pour ceux nés sur site.

IV. Autres Informations

1. Mise en œuvre de la Gestion Budgétaire Comptable Publique

Le décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable, dite GBCP, est applicable pour les établissements publics au 1^{er} janvier 2016 et a été mis en œuvre au 1^{er} janvier 2017.

La GBCP instaure une comptabilité budgétaire différente de la comptabilité générale.

- La comptabilité générale n'est pas modifiée, elle fournit une image fidèle du résultat et de la situation financière et patrimoniale d'un organisme en application du principe de constatation des droits et obligations de l'exercice.
- La comptabilité budgétaire retrace l'exécution des autorisations d'engagement, la consommation des crédits de paiement et la réalisation des recettes.

2. Les investissements d'avenir (Labex et Idex) et Campus

La pertinence et la qualité des projets et du travail mené par l'Unistra, ont été confirmés par l'attribution définitive des initiatives d'excellence par décision du Premier Ministre le 27 juin 2016.

Une nouvelle contribution financière sous forme d'une dotation non consommable (DNC) de 750 M€ qui est rémunérée au taux (garanti durant 10 ans) de 3,413 %, assure un financement de 25,6 M€ / an (suivant la convention de dévolution Idex / Unistra signée en date du 23 décembre 2016 entre l'Etat, l'ANR et l'Université de Strasbourg.)

- La DNC de 750 M€ est comptabilisée à l'actif au compte 2751 « dépôts » ; en contrepartie, le passif est mouvementé au compte 1674 « avances de l'Etat et des entités publiques ».
- Les intérêts des deux DNC Idex et Campus sont versés par trimestre et comptabilisés en mars, juin et septembre pour leur montant d'encaissement et en décembre en intérêts courus non perçus (le versement n'intervenant qu'en janvier) pour respectivement 25,6 M€ et 15,1 M€.

Aucun emprunt contracté sur l'exercice 2024 auprès de la BEI (Banque Européenne d'Investissement) n'a été comptabilisé sur le compte 1640 et les remboursements de capital sont effectués par trimestre (1,3 M€ d'intérêts et 3,9 M€ de capital en 2024).

V. Notes relatives aux postes de bilan

1. Tableau de variation des capitaux propres

	31/12/2023	Corrections d'écritures sur année antérieure	Affectation du résultat 2023	RAN apurement	Financement	Reprise de financement	Rattachement de financement	Résultat 2024	31/12/2024
Financement de l'actif par l'Etat - Rattaché	484 138 638	-12 467				-29 199 109	29 461 072		484 388 134
Financement de l'actif par l'Etat - Non rattaché	40 407 276	2 725			17 754 249		-29 461 072		28 703 178
Financement de l'actif par des tiers - Rattaché	117 814 220					-8 489 761	7 979 416		117 303 875
Financement de l'actif par des tiers- Non rattaché	11 004 376				7 762 430		-7 979 416		10 787 390
Réserves	114 800 403		-2 059 823	-2 047 832					110 692 748
Report à nouveau	-2 047 832	415 607		2 047 832					415 607
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-2 059 823		2 059 823					-4 552 435	-4 552 435
Total	764 057 258	405 865	0	0	25 516 679	-37 688 870	0	-4 552 435	747 738 498

Les capitaux propres diminuent de **16,3 M€** pour atteindre au 31 décembre 2024 une valeur de **747,7 M€**.

Cette variation s'explique de la façon suivante :

- **Les financements de l'Etat** d'un montant net de **513,1 M€** baissent de **11,5 M€** par les effets suivants :
 - ✓ Les financements externes de l'actif obtenus au cours de l'exercice s'élèvent à **17,8 M€** ;
 - ✓ Les reprises des financements externes de l'actif mis à disposition de l'Etat se montent pour l'exercice 2024 à **29,2 M€**.
- **Les réserves facultatives** diminuent de **4,1 M€** par l'effet de l'affectation du résultat 2023 et de l'apurement du report à nouveau (RAN).
- Des corrections d'écritures sur année antérieure ont été comptabilisées sur l'exercice en contrepartie du **RAN** pour **0,4 M€**.
- **Le résultat de l'exercice** est déficitaire de **4,6 M€** contre un résultat déficitaire de **2,1 M€** en 2023.
- Enfin, **les subventions nettes d'investissement des tiers autres que l'Etat** diminuent de **0,7 M€** ; elles sont enregistrées sur les comptes de financement à partir du moment où le caractère certain de l'opération est confirmé, soit au fur et à mesure de la réalisation des acquisitions ou des travaux. Les financements de l'année concernent essentiellement des opérations de travaux ou des financements pour l'acquisition de matériels scientifiques et ont porté sur **7,8 M€**. La reprise au compte de résultat de ces financements est de **8,5 M€**.

2. Actif immobilisé

Comptes	Valeur brute au 31/12/2023
203 Frais de recherche et de developp.	
205 Concessions, brevets, licences...	6 447 833
206 Droit au bail	72 062
208 Autres immobilisations incorporelles	262 880
Immobilisations incorporelles	6 782 774
211 Terrains	180 666 823
212 Agenc. et aménag. de terrains	12 772 635
213 Construction	783 729 256
214 Construction sur sol d'autrui	677 080
215 Installations techniques, mat. et outil.	94 616 589
216 Collections	359 313
218 Autres immobilisations corporelles	102 798 771
251 Biens vivants animaux reproducteurs	45 500
253 Biens vivants animaux de service	25 707
Immobilisations corporelles	1 175 691 674
231 Immobilisations corporelles en cours	43 889 549
232 Immobilisations incorp. en cours	345
235 Immobilisations corp en cours(biens vivants)	0
237 Av. et acptes verses sur immo. Incor.	46 725
238 Av. et acptes verses sur immo. Cor.	4 364 024
Immobilisations en cours	48 300 642
261 Titres de participations	6 630 000
266 Autres formes de participation	
267 Créances rattachées à des part.	
272 Titres immobilisés	23 178
274 Prêts	20 509
275 Dépôts et cautionnements versés	1 125 232 905
Immobilisations financières	1 131 906 591
Actif immobilisé	2 362 681 682

Valeur brute au 01/01/2024	Acquisitions	Mises en service	Sorties	Valeur brute au 31/12/2024
				0
6 447 833	155 514		-3 365	6 599 982
72 062				72 062
262 880				262 880
6 782 774	155 514		-3 365	6 934 923
180 666 823				180 666 823
12 772 635				12 772 635
783 729 256	796 667	42 724 490		827 250 412
677 080				677 080
94 616 589	5 271 224	0	-99 449	99 788 364
359 313			-65 659	293 654
102 798 771	6 025 931	13 185	-56 515	108 781 372
45 500			-17 500	28 000
25 707				25 707
1 175 691 674	12 093 822	42 737 675	-239 124	1 230 284 047
43 889 549	29 293 406	-42 737 675		30 445 280
345				345
0				
46 725	126 236		-46 725	126 236
4 364 024	995 849		-2 595 792	2 764 081
48 300 642	30 415 492	-42 737 675	-2 642 517	33 335 943
6 630 000				6 630 000
				0
				0
23 178				23 178
20 509	1 200		-10 507	11 202
1 125 232 905				1 125 232 905
1 131 906 591	1 200		-10 507	1 131 897 285
2 362 681 682	42 666 028	0	-2 895 512	2 402 452 197

a) Immobilisations incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles représentent 0,2 M€.

Ainsi à la clôture, la valeur brute des immobilisations incorporelles est de 6,9 M€.

b) Immobilisations corporelles

La valeur des immobilisations corporelles augmente de **54,6 M€** pour un total brut de 1 230 M€ au 31 décembre 2024.

Les acquisitions de l'exercice suivies directement d'une mise en service sont de **54,8 M€** contre 21,5 M€ en 2023.

Les sorties de l'exercice sont de **0,2 M€**.

Les principaux mouvements significatifs sont les suivants :

➤ Constructions

Les acquisitions sont de **0,8 M€**.

- Ces dépenses sont liées à des opérations courantes de rénovation et/ou d'amélioration des bâtiments.

Au cours de l'exercice 2024, l'université a mis en service les principales opérations suivantes pour **42,7 M€** en constructions :

- Musée Zoologique : **13,3 M€**
- MATH INFO rénovation : **7,6 M€**
- Manufacture (intégration du foncier) : **5,6 M€**
- CESQ tranche 2 : **2 M€**
- Parvis pharmacie et campus Illkirch : **1,5 M€**
Restructuration rez de jardin TPS : **1 M€**
Rénovation amphi Pasteur : **0,9 M€**
Complément réhabilitation physique : **0,8 M€**
Restructuration labo pharma : **0,7 M€**
Réfection toiture et façade DPI : **0,7 M€**
Mise en sécurité psycho : **0,5 M€**
- des compléments de mises en service antérieures pour **3,4 M€** et travaux de mise aux normes pour **1,2 M€** ainsi que **3,6 M€** de travaux divers.

➤ *Installations techniques, matériel et outillage :*

Les acquisitions d'installations techniques et de matériel s'élèvent à un montant total de **5,3 M€**. Ce poste est composé d'un grand nombre d'acquisition d'équipements parmi lesquels un système d'imagerie par résonance magnétique pour **0,7 M€**.

➤ *Autres immobilisations corporelles :*

Les acquisitions de l'exercice sont de **6,0 M€** ; celles-ci sont principalement constituées de véhicules, de serveurs informatiques, d'ordinateurs, de tablettes et d'autres appareils bureautiques.

c) Immobilisations en cours

Au 31 décembre 2024, les principaux projets en cours sont :

- Centre sportif	15,0 M€
- Musée zoologique	2,8 M€
- CERBS	1,7 M€
- Amphithéâtre Lebel	1,4 M€
- Fenêtres institut de physique	1,1 M€
- Institut de géologie	1,0 M€

d) Immobilisations financières

➤ Dépôts et cautionnements versés

L'université s'est vu attribuer la gestion de la dotation non consommable de l'opération Idex à hauteur de 750 M€ porté à l'actif au compte 2751 en contrepartie du compte 1674 au passif. Les immobilisations financières enregistrent également la DNC attribuée pour le plan Campus pour 375 M€.

➤ Participations

L'Unistra détient des titres de participation à hauteur de 26% de la SATT CONECTUS.

Celle-ci a procédé en toute fin d'année 2019 à une augmentation de capital pour 9 700 titres de 1 000 €.

L'université a utilisé ses droits pour acquérir des titres à hauteur de sa participation soit 2 522 titres de 1 000€. Cette opération a été comptabilisée en 2020 au compte de report à nouveau en correction d'exercice antérieur ce qui porte le montant des titres à 4 732 K€. En 2022, une augmentation de capital de 1 898 K€ a été comptabilisée et dépréciée.

	Dépréciation au 31/12/2023 (compte 2961)	Dépréciation au 01/01/2024 (compte 2961)	Dotation de l'exercice (comptes 68662 et 6816)	Dépréciation au 31/12/2024
Immobilisations financières	6 630 000	6 630 000	0	6 630 000
TOTAL	6 630 000	6 630 000	0	6 630 000

Enfin l'université possède un portefeuille de titres de participation dont le détail est rappelé au point 6 « portefeuille de TIAP » en page 27 de ce document.

3. Amortissements et dépréciations sur actif immobilisé et actif circulanta) Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les amortissements cumulés en fin d'exercice sont de 552,4 M€ et **augmentent de 48,8 M€**. Cette variation s'explique par les mouvements suivants :

Comptes 28	Amortissements cumulés au 31/12/2023	Amortissements de l'exercice (comptes 28)	Sorties amortissements	Amortissements cumulés au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	6 307 453	315 651	4 418	6 618 686
Immobilisations corporelles	497 315 488	48 705 166	233 030	545 787 624
TOTAL	503 622 941	49 020 817	237 447	552 406 310

- ✓ L'amortissement de l'exercice est de **49 M€** contre 47,5 M€ en 2023.
- ✓ Les sorties d'amortissement concernent **0,2 M€**.

L'université avait enregistré en 2017 une dépréciation sur l'un de ses bâtiments, la tour de Chimie pour 663 K€.

Cette dépréciation était estimée à 62,2 % de la valeur nette comptable du bien et correspondait au taux d'inutilisation du bâtiment.

Le bien ayant continué à être amorti sans que la dépréciation ne soit revue, il a été procédé à une reprise de celle-ci pour les exercices 2018 à 2023 par le report à nouveau pour un montant de 442 K€ et pour 21 K€ pour l'année en cours afin de maintenir le niveau de dépréciation à 62,2 % de la VNC de cette immobilisation.

	Dotation amortissements (compte 6811)	Amortissements neutralisés (compte 7813)	Charge Réelle
Immobilisations incorporelles	315 651	0	315 651
Immobilisations corporelles	48 705 619	37 688 870	11 016 749
TOTAL	49 021 269	37 688 870	11 332 399

Au compte de résultat, le compte 6811 dotations aux amortissements d'immobilisations totalise un montant de **49 M€** incluant l'amortissement complémentaire des matériels sortis. La charge d'amortissement est neutralisée par les financements de l'actif pour **37,7 M€** en 2024 contre 37,5 M€ en 2023.

L'amortissement net est de **11,3 M€** (11,2 M€ en 2023).

b) Les stocks

La valeur nette du stock final est de 1 226 K€.

Il se compose de : - stock de combustible pour 2,5 K€

- stock de revues et livres de la fondation Presses Universitaire de Strasbourg (PUS) pour 400 K€.

- stock de primates : 824 K€

La provision pour dépréciation couvre le risque sur le stock de la Fondation PUS à hauteur de 334 K€.

	Dépréciation au 31/12/2023	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Dépréciation au 31/12/2024
Stock de combustible	0	0	0	0
Stock de livres	290 929	333 749	290 929	333 749
Stock de primates	0	0		0
TOTAL	290 929	333 749	290 929	333 749

4. Tableau des provisions et dépréciations

situation et mouvements	Au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Au 31/12/2024
Provision pour litiges (1511)	0	0	0	0
Provisions allocation d'aide au retour à l'emploi et licenciement	130 000	32 331	62 331	100 000
Provision pour allocation perte d'emploi (1587)	130 000	32 331	0	100 000
Provisions Heures complémentaires	6 294 930	327 934	0	6 622 864
Provisions compte épargne temps	7 323 781	284 739	0	7 608 520
Capital décès	0	32 179	0	32 179
Provision Litige SNEF	2 703 530	0	2 703 530	0
Provision Litige < 50 k€	15 750	6 667	10 750	11 667
Autres provision pour risques et charges (1588)	16 337 991	651 519	2 714 280	14 275 230
Provisions pour dépréciation de créances (491)	682 900	293 399	193 810	782 489
Provisions pour dépréciation des stocks (395)	290 929	333 749	290 929	333 749

- Provision pour Heures Complémentaires (HC) : la provision pour HC a été calculée en majorant le nombre d'heures saisies dans le logiciel d'heures complémentaires OSE au titre de l'année 2023/2024 d'une augmentation projetée sur la base des 8 derniers exercices, et en appliquant à ce nombre ainsi obtenu un coût moyen de l'heure. Ce calcul a amené à augmenter la provision d'un montant de 328 K€ par rapport à celle constatée au 31/12/2023.
- Provision pour Compte Epargne Temps (CET) : la provision CET a été calculée en multipliant pour chaque agent, le nombre de jours déposés au 31/12/2024, au coût moyen journalier individuel selon arrêté du 24 novembre 2023. La provision augmente de 285 K€ par rapport à celle constatée au 31/12/2023.
- Provision pour capital décès : une somme de 32 K€ correspondant à un capital décès non payé sur 2024 a été provisionnée.

- Provision pour risque SNEF : En 2017, l'Université avait prononcé la résiliation pour faute du contrat SNEF conclu en 2015 relatif au lot Chauffage du CRBS. L'université a transmis en septembre 2017 un décompte de liquidation à la SNEF qui l'a rejeté. En 2020 le tribunal administratif a demandé le versement du décompte de liquidation de 2 684 K€ majoré des taux d'intérêts légaux. La SNEF a versé en mars 2021 à l'Université 2 704 K€. La SNEF a été déboutée suite à un recours en appel auprès de la CAA de Nancy (jugement du 12 mars 2024), il n'y a donc plus lieu de provisionner ce montant dans les comptes de l'établissement et une reprise sur provision a été faite pour la totalité du montant précédemment provisionné.
- Provision pour dépréciation de créances : La provision restante couvre le risque portant sur le non recouvrement des diverses créances clients et étudiants. La provision augmente de 100 K€ par rapport à celle constatée au 31 décembre 2023.

5. Les créances et les dettes :

Créances 2024	Montant	Liquidité de l'actif		Dettes 2024	Montant	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an			Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an	Échéance à plus de cinq ans
Créances de l'actif immobilisé	1 125 267 285	0	1 125 267 285	Dettes financières	1 208 084 241	0	0	1 208 084 241
Créances rattachées à des participations	0	0	0	Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	80 802 969	0	0	80 802 969
Prêts	11 202	0	11 202	Dettes financières et autres emprunts	1 127 281 272	0	0	1 127 281 272
Autres créances immobilisées	1 125 256 082	0	1 125 256 082					
Créances de l'actif circulant	244 483 971	107 070 120	137 413 851	Dettes non financières	261 574 115	261 574 115	0	0
Créances sur des entités publiques	197 599 789	61 150 258	136 449 531	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 271 151	24 271 151	0	0
Créances clients et comptes rattachés	45 388 789	44 566 795	821 994	Dettes fiscales et sociales	13 717 950	13 717 950	0	0
Créances sur les redevables				Avances et acomptes reçus	190 479 253	190 479 253	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes				Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers	0	0	0	0
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers				Autres dettes non financières	33 105 761	33 105 761	0	0
Créances sur les autres débiteurs	1 495 394	1 353 067	142 327					
Charges constatées d'avance	842 758	842 758	0	Produits constatés d'avance	17 855 349	17 855 349	0	0
TOTAL	1 370 594 014	107 912 878	1 262 681 135	TOTAL	1 487 513 705	279 429 464	0	1 208 084 241

a) Les créances

- Créances de l'actif immobilisé

Les créances de l'actif immobilisé baissent de 9 K€.

- Créances de l'actif circulant

L'actif circulant est de 244,5 M€ dont 107,1 M€ à moins d'un an et 137,4 M€ à plus d'un an. Il se décompose de la façon suivante

- ✓ Les créances clients de l'exercice sont de **45,4 M€** dont la quasi-totalité est à moins d'un an.

Les créances sur les entités publiques (Etat et autres collectivités) atteignent un montant de 197,6 M€ contre 178 M€ en 2023. On peut signaler :

- Les subventions d'investissement enregistrées au compte 4411 augmentent de **1,3 M€** pour se monter à **44,6 M€** et celles de fonctionnement enregistrées au compte 4417 diminuent de **8,4 M€** et se montent à **14,7 M€**.
 - Les produits à recevoir (comptes 4487) sont de **136,4 M€** (investissement et fonctionnement). Ils sont essentiellement composés pour **105,6 M€** des subventions à recevoir liées à un grand nombre de clients (ANR, Région, DRAC, etc.), des intérêts Idex pour **6,5 M€** et des intérêts dotation Campus pour **3,8 M€** et pour **20,5 M€** de produits à recevoir divers.
 - Les comptes transitoires s'élèvent à **536 K€** contre **1 051 K€** en 2023.
- Les charges constatées d'avances

Les charges constatées d'avance sont en hausse passant de 746 K€ en 2023 à **843 K€** en 2024 ; elles sont constituées principalement des concours divers 228 K€, des redevances licences pour 32 K€, documentation et abonnements 26 K€, des prestations informatiques pour 554 K€.

b) Les dettes

- Dettes financières

Les avances de l'État et des collectivités comportent principalement la dotation en capital non consommable de l'Idex et du Plan Campus pour respectivement 750 M€ et 375 M€, ainsi que 80,8 M€ de capital restant dû concernant des emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Banque Européenne d'Investissement relatifs à différents tirages effectués entre 2017 et 2022.

- ✓ Après neutralisation de l'émargement, les avances et acomptes augmentent de **37,9 M€** par rapport à 2023 pour un total au 31/12/2024 de **190,5 M€** qui se décline ainsi :
 - Avances contrats de recherche : 134,7 M€
 - Avances IDEX : 25,5 M€
 - Avances plan Campus + ingénierie campus: 8 M€
 - Avance GER campus : 6,5 M€
 - Avances autres contrats de recherche : 10,7 M€
 - Avances sur subventions sur immobilisations : 5,1 M€

- Dettes d'exploitation
 - ✓ Les dettes fournisseurs (hors immobilisation) diminuent de **3,9 M€** pour passer à **14,8 M€** fin 2024. Elles sont constituées de dettes fournisseurs pour **2,9 M€**, de factures non parvenues pour **11,9 M€**.
 - ✓ Les dettes fournisseurs sur immobilisation sont de **9,6 M€** au 31/12/2024 contre **9,1 M€** au 31/12/2023 et concernent des factures non parvenues sur des travaux en cours.
 - ✓ Les dettes fiscales et sociales comportent les charges à payer sur rémunération pour **13 M€**.
 - ✓ Les comptes transitoires sont de **32,3 M€** à fin 2024 (- 3,4 M€ par rapport à 2023) et se composent après reclassement effectué à la demande des Commissaires aux Comptes :
 - Des sommes à reverser aux partenaires dans le cadre de projets dont l'établissement est chef de file (**13,1 M€**),
 - De sommes encaissées dans le cadre des contrats de recherche et dont la facture d'avance n'a pas encore été émise (**7,3 M€**),
 - D'encaissements à émarger avec des créances (**11,9 M€**).

Depuis la mise en place de la GBCP, les recettes ne sont consommées au budget de l'établissement (RE) que lorsqu'elles ont été rapprochées de leur encaissement. Dès lors, les encaissements reçus sont conservés sur des comptes transitoires pour être ensuite retraités et rapprochés des titres de recettes lorsque ces derniers sont produits.

Il en est de même pour les avances et acomptes encaissés dans le cadre des conventions de financement : les factures d'avances et acomptes doivent être émises afin de reclasser les encaissements du poste « comptes transitoires » vers le poste « avances sur subventions ».

Il est donc nécessaire que les factures de vente ou d'avances et acomptes soient émises et prises en charge avant la clôture pour que les encaissements soient comptabilisés dans les comptes appropriés.

A la clôture 2024, une partie des comptes d'attente a néanmoins fait l'objet d'un reclassement « en masse » vers les comptes d'avances reçues pour 17,9 M€.

- Les produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avances représentent 17,9 M€ et se composent de la façon suivante :

Droits spécifiques	6,8 M€
Convention autres Universités UFA/UFAZ	1,7 M€
Convention CIRFC	1,8 M€
Contrats de recherche	2,4 M€
Contrats CFAU	1,4 M€
Convention formation continue SFC	1,2 M€
Contrats jeunes chercheurs	1,0 M€
Convention avec la FUDS	0,1 M€
Autres	1,5 M€

6. Portefeuille de TIAP :

Compte Titres 2728	Nombre de titres	Cours unitaire	Valeur d'acquisition	Cours unitaire à l'inventaire	Valeur d'inventaire 2024	+ ou - values latentes	Valeur d'inventaire 2023	Dépréciation	Valeur nette
Actions cotées en bourse			22 781		48 524	25 974	71 285	0	22 781
COVIVIO SA * = (ex Foncière des Régions)	65	120,75	7 487	48,76	3 169	-4 317	3 164	0	7 487
GECINA *	175	57,80	9 942	90,45	15 829	5 887	19 268	0	9 942
Transgène	30 000	0,15	4 573	0,68	20 400	15 827	41 100	0	4 573
Electricité de Strasbourg	78	7,04	549	117,00	9 126	8 577	7 753	0	549
Beni STABILI 372 actions=3,06714 COVIVIO (fusion 31/12/2018)	372	0,62	231	0,00	0	0	0	0	231
Actions non cotées en bourse			396		396	0	396	0	396
CORIAS	25	15	381	/	381	0	381	0	381
Domain Therapeutics (ex-Neurofit)	1	15	15	/	15	0	15	0	15
Total Titres 2728			23 178		48 921	25 974	71 681	0	23 178

* COVIVIO : nouvelle dénomination de Foncière des Régions

* (GECINA : 172 titres achetés +3 gratuits)

* Fusion de la filiale Beni Stabili avec la société mère COVIVIO sur la base d'un ratio d'échange de 8,245 actions Covivio pour 1000 actions BENI STABILI en date du 31/12/2018.

* Neurofit a été acquis par Domain Therapeutics en 2020

7. La trésorerie :

La situation de la trésorerie à la clôture de l'exercice 2024 se présente comme suit :

Comptes	Intitulé	Montant en € (débit/crediteur)		Totaux au 31/12/2024	Totaux au 31/12/2023
511	Valeurs à l'encaissement	131 739	-41 991	89 747	103 454
5121	Crédit Mutuel Enseignant	717	0	717	1 063
5151	Compte Trésor	160 098 107	0	160 098 107	172 836 618
5159	Chèques à payer	0	0	0	-789
585	Virements internes de fonds*	0	0	0	0
	Solde bancaire	160 230 563	-41 991	160 188 571	172 940 347
531	Caisse	2 254	0	2 254	1 141
54	Opérations de régie	12 772	-10 901	1 872	-9 590
	Disponibilités	15 026	-10 901	4 126	-8 450
TOTAL		160 245 589	-52 892	160 192 697	172 931 897

Avec un total de **160,2 M€**, la trésorerie diminue de **12,7 M€** par rapport à 2023. Elle se décompose comme suit :

- Encaissements en cours : - 42 K€ (C/511 : cartes bancaires à l'encaissement) ;
- Compte de dépôts : 160 098 K€ (C/5151) ;
- Comptes encaissements CB, régies d'avances et chèques impayés : + 147 K€ ;
- Disponibilités : - 11 K€ (résultant des recettes des régies non titrées).

8. Le tableau des flux de trésorerie

Suivant l'arrêté du 19 juillet 2022 portant modification du recueil des normes comptables et l'avis correspondant du CNOCP n°2022-04 du 5 juillet 2022 relatif à la présentation du tableau des flux de trésorerie, l'option pour la présentation du tableau des flux de trésorerie est désormais ouverte, laissant les organismes le choix de présenter ou non un tableau des flux de trésorerie dans leurs comptes individuels.

L'Unistra a choisi de ne plus présenter ce tableau.

VI. FAITS MARQUANTS

Sans objet.

VII. EFFECTIFS PERSONNELS DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

Effectifs Unistra (en ETP) au 31/12/2024	Titulaires (avec ATER tit.)	Contractuels Permanents (CDI)	Contractuels	Total au 31/12/2024	Total au 31/12/2023	Total au 31/12/2022	Total au 31/12/2021	Total au 31/12/2020
Enseignants chercheurs et assimilés	1 537	32	1 117	2 686	2 672	2 757	2 751	2 681
Enseignants du 2nd degré et 1er degré	270	63	75	408	408	396	412	412
Sous Total Enseignants	1 807	95	1 192	3 093	3 081	3 152	3 163	3 093
Personnel administratif, technique et de service	1 148	368	1 119	2 635	2 574	2 464	2 479	2 468
Personnel des bibliothèques et des musées	99	0	0	99	100	101	98	101
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	6	0	1	7	9	9	12	12
Personnels d'encadrement	85	0	0	85	81	75	77	83
Sous Total Biatss	1 338	368	1 120	2 826	2 764	2 648	2 664	2 664
Total	3 145	463	2 312	5 919	5 845	5 800	5 828	5 757

Effectif exprimé en ETP : Equivalent Temps Plein

VIII. INFORMATIONS SUR LES LITIGES ET CONTENTIEUX

Il n'y a pas de litige ou contentieux notable au 31/12/2024.

Le risque fiscal GIE CERBM :

Le GIE CERBM a pour objet la gestion de contrats de recherche très spécifiques multi-partenariaux, au profit de ses trois membres qui sont l'UNISTRA, CNRS et INSERM. Sa situation est fragile depuis quelques années.

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2019 à 2021, a eu lieu sur l'exercice 2023.

La proposition de rectification initiale datant de décembre 2023 fait état de deux redressements (TVA et IS) qui porteraient le risque à 1,1 M€.

Le GIE a contesté ces redressements notifiés le 13/12/2023.

Compte tenu de l'avis de la commission paritaire, favorable au GIE, et celui des avocats, aucune provision n'a été comptabilisée au 31/12/2023.

En date du 15 janvier 2024, un supplément de TVA a été mis en recouvrement pour 287 960 € assorti d'intérêts de retard pour 9 240 €.

Par une réclamation contentieuse en date du 28 février 2024 le GIE a contesté ces conséquences financières.

Par courrier du 4 mars 2024, le pôle de recouvrement spécialisé du Bas-Rhin demandait aux membres du GIE de constituer des garanties à hauteur du droits contestés.

L'Unistra a ainsi versé en date comptable du 16 mai 2024 un tiers de cette garantie soit : $287\,960\,€ / 3 = 95\,986,67\,€$.

Suite à la réclamation contentieuse, une décision de rejet a été notifiée en date du 28 août 2024.

En date du 28 octobre 2024, le GIE a déposé une requête introductive d'instance auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg.

IX. ENGAGEMENT HORS BILAN

Néant.

Arrêté des comptes de l'exercice 2024

Vu les articles R. 719-51 et suivants du code de l'éducation, notamment l'article R. 719-102

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 24, 32, 202, et 212,

Vu le décret n° 2024-1108 du 2 décembre 2024 relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) et aux établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) dans le cadre de l'élaboration, de la présentation et de l'exécution de leur budget,

Le compte financier établi par l'agent comptable, sur la base des documents communiqués par l'ordonnateur pour les états de comptabilité dont celui-ci est chargé, comprend :

- les tableaux prévus à l'article 3 de l'arrêté du 18 décembre 2015 susvisé ;
- les états financiers annuels prévus à l'article 202 du décret du 7 novembre 2012 susvisé : bilan, compte de résultat et annexe ;
- la balance des valeurs inactives (le cas échéant).

L'ordonnateur et l'agent comptable arrêtent conjointement les comptes de l'exercice 2024.

Fait à Strasbourg, le 11 mars 2025

L'agent comptable,

Le Président de l'Université de Strasbourg

F. DRUE

M. DENEKEN